

L'UFR de Lettres modernes de l'Université de Lille 3

- juge nocive et inapplicable la réforme de la formation des maîtres imposée par le Ministère de l'Education Nationale et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche : réduction des épreuves disciplinaires dans les concours ; création d'une épreuve dans laquelle sera évaluée la « compétence » des candidats à « Agir en Fonctionnaire de l'Etat et de façon éthique et responsable » ; année de M2 vidée de son sens, dépourvue de cohérence, et tout simplement infaisable, les étudiants étant censés en même temps se préparer aux concours, faire un mémoire de recherche, suivre les séminaires liés à ce travail, faire des stages dans des écoles, collèges ou lycées, et devant simultanément envisager une réorientation professionnelle en cas d'échec aux concours... : toutes ces mesures prouvent à l'évidence que les Ministères se désintéressent de la formation des enseignants, et qu'ils travaillent même à rendre impossible une réelle *formation* de ceux-ci ;

- dénonce le caractère antisocial de cette réforme, qui contraint les étudiants à financer une année d'études supplémentaire ;

- dénonce une politique gouvernementale qui vise à détruire le service public d'enseignement.

Elle juge inacceptable, tant pour les enseignants stagiaires que pour les élèves, l'organisation prévue dans certaines académies, dont la nôtre, pour cette année prétendument de stage, au cours de laquelle les « stagiaires » devraient assurer, pendant la quasi-totalité de l'année, 18 heures de cours, et seraient remplacés pendant les quelques semaines de leur formation pédagogique (laquelle interviendrait en février...) par des étudiants préparant les concours.

Elle s'inquiète et s'indigne de la position du Conseil d'Administration de Lille 3, qui a voté, lors de sa séance du 29 janvier, contre la motion du collectif UNivers.Cité, se prononçant ainsi pour une acceptation de cette réforme, refusée par nombre de Conseils d'Université, par le CNESER, par la CPU, par les sociétés savantes, par des IUFM, par plusieurs syndicats d'enseignants.

Elle demande solennellement au Président de l'Université de Lille 3 et à son Conseil d'Administration de revoir sa position actuelle, position qui revient à accepter la mise à mort de l'Université, de la Recherche, de l'Education Nationale, et à y participer.

Elle déclare, quant à elle, qu'elle refuse de préparer des maquettes conformes au cadrage imposé par les Ministères, avec un « parcours enseignement » intégré au master recherche.

Elle lance un appel à toutes les UFR de l'Université de Lille 3 afin qu'elle adoptent une position semblable.

Elle demande instamment aux UFR non concernées par la conception de ces maquettes et par les concours d'enseignement de se déclarer officiellement contre cette réforme, laquelle induit un projet de société qui concerne, au-delà de la seule Université, l'avenir de notre pays.

Texte adopté à l'unanimité moins une voix contre et deux abstentions.